
STAGE PRUNE TU
SCIENCE POLITIQUE ET SCIENCE SOCIALE
Claire Chrétien

La république française : quelques fondamentaux et sa devise républicaine



**LIBERTÉ
ÉGALITÉ
PAPIERS**



Document 1 Questions de compréhension sur la vidéo « ça veut dire quoi, liberté, égalité, fraternité ? »
» https://www.youtube.com/watch?v=-liT4dmr2_M

1. Où voit-on ces trois mots ?
2. Qu'est-ce qu'une devise ?
3. De quand date la devise républicaine ?
4. Que s'est-il passé en 1789 ?
5. Qui avait le pouvoir avant la révolution ?
6. Quelle était la situation du peuple ?
7. Qu'a changé la révolution ?
8. A quoi servent les lois ?
9. Pourquoi le terme « fraternité » est-il différent des autres ?
10. Pourquoi est-il important d'associer les 3 mots ?

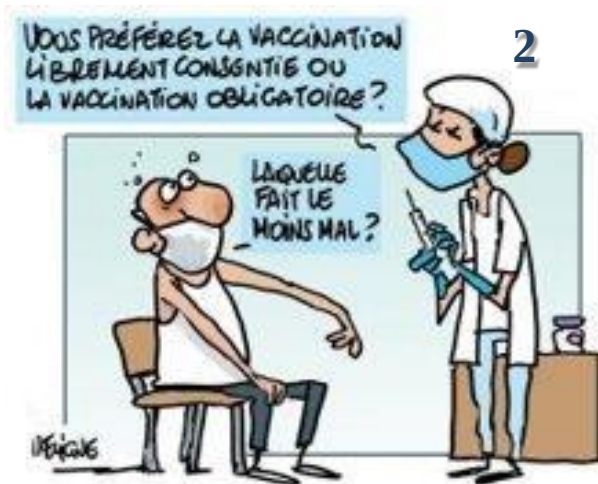
La devise républicaine à l'épreuve de la pandémie

1. Regardez attentivement les dessins suivants. Que représentent-ils ?
2. Quelle valeur de la devise républicaine est mise à mal dans chacun des dessins humoristiques suivants ?

1 :

2 :

3 :



La devise républicaine aujourd'hui :

Lisez le texte qui vous a été attribué et répondez aux questions suivantes :

1. Quelle est la situation ? Qui sont les acteurs en présence ?
2. Quelle valeur de la devise républicaine est en jeu ici ? Qui l'attaque ? Qui la défend ?

Texte 1 : Solidarité « C'est magique pour eux » l'Humanité 8 août 2024

Grâce au Secours populaire, deux familles de quartiers populaires des Hauts-de-Seine ont pu assister aux épreuves d'équitation à Versailles. Reportage.

Amato et Gina, 13 ans, se prennent vite au jeu. Les deux amies, qui ne connaissaient rien des règles du saut d'obstacles avant de se rendre sur le site d'équitation de Versailles, se surprennent à stresser à chaque passage des cavaliers. L'une retient son souffle de peur qu'un cheval ne heurte une barre, l'autre balaye ses yeux de la piste jusqu'au chronomètre, pour vérifier que les compétiteurs terminent bien dans le temps imparti de 79 secondes. « C'est impressionnant la hauteur à laquelle vont les chevaux pour passer les obstacles, en fait, c'est eux les athlètes », glisse Amato. Son frère, Abdel, remarque, lui, les particularités de l'équitation : « Les femmes et les hommes participent à la même épreuve ? C'est vrai qu'il n'y a pas de raison... »

Tous les trois ont pu obtenir des places grâce au Secours populaire français (SPF). Fatima Boudar, la mère d'Abdel et Amato, y est bénévole deux jours par semaine pour la distribution alimentaire, quand elle n'est pas appelée pour faire le ménage dans des appartements loués en Airbnb. « Ça aurait été compliqué de leur payer des billets, alors, avoir cette opportunité par le SPF, c'est génial. La semaine dernière, ils ont pu voir du foot, leur passion, et maintenant découvrir un autre sport, c'est parfait. »

La famille Boudar s'installe en tribune non loin de la famille Benalla. Originaires d'Antony, les trois enfants âgés de 10 à 15 ans et leur mère sont régulièrement aidés par le SPF des Hauts-de-Seine, qui les a appelés quelques jours avant pour leur proposer cette journée olympique. « Les enfants ont sauté au plafond, c'était difficile de les faire dormir. C'est magique pour eux d'avoir cette opportunité-là, s'émeut la mère de famille. Ils regardent les Jeux à la télé mais, maintenant, ils les vivent en vrai. »

« Cela s'inscrit totalement dans notre vocation qui est de permettre aux enfants de familles précaires d'avoir accès à la culture, à l'éducation populaire, au sport, explique Christian Causse, du bureau national du SPF. Ce que nous souhaitons, c'est que, derrière, cela se convertisse par la pratique. La prochaine étape, c'est l'objectif, d'ici la fin de l'année, de prendre en charge les coûts de 10 000 licences dans des associations sportives. »

Le Secours populaire a pu distribuer près de 5 000 billets, dont la moitié vient de la Billetterie solidaire de Paris 2024. Un dispositif censé permettre - via des dons de 2 euros réalisés par les acheteurs de tickets et des subventions de l'État - offrir 500 000 places à des « publics défavorisés ». C'était, en tout cas, l'annonce faite en février 2023 pour contrer la polémique sur les prix élevés des places. Ces invitations seraient captées en majorité par les collectivités tandis que, pour les associations, c'est le Secours populaire qui a été choisi comme bénéficiaire. Mais la promesse de 500 000 places, alors que le SPF en a reçu moins de 3 000, a-t-elle été tenue ? L'organisation de Paris 2024 n'a pas répondu aux sollicitations de l'Humanité. Un bilan devra être tiré.

En attendant, à Versailles, les deux familles profitent des temps morts pour une promenade et une photo obligatoire devant le plan d'eau menant aux dorures du château. En tribune, au soleil, le passage des 73 cavaliers peut parfois paraître répétitif, alors les jeunes de Clichy et Antony improvisent des petits jeux. Comme deviner les origines des drapeaux qui s'agitent dans les tribunes. « Y a des gens qui sont venus du Venezuela pour voir de l'équitation ? », s'étonne, à l'occasion, Gina, prouvant au passage ses bonnes connaissances en géographie. Mais leur loisir favori doit attendre la fin de l'épreuve, lorsque les gradins se vident. Commence alors une chasse aux gobelets consignés, abandonnés par les spectateurs. Amato, Gina et Abdel sautent d'une rangée à l'autre pour agrandir leur pile de verres avant de filer aux buvettes officielles récupérer leur dû. Les filles terminent premières ex aequo avec 22 euros récoltés (11 verres) chacune, mais Abdel se satisfait de ses 10 euros. « On ne vole personne, ce serait dommage de ne pas en profiter », justifie ce dernier d'un air malicieux : « Une journée tout bénéf ! »

Texte 2 *Passe d'armes autour du port du voile dans le sport - L'Humanité jeudi 27 mars 2025*

Hélène May

Laïcité : À la suite de la décision de François Bayrou de céder à ses ministres les plus à droite, les athlètes se déchirent sur les réseaux sociaux.

À croire qu'il n'y a pas d'autres problèmes en France. Des millions de pauvres, de sans-abri, des services publics qui partent à vau-l'eau, mais le microcosme politico-médiatique s'écharpe sur la proposition de loi interdisant le port du voile durant les compétitions sportives, votée le 18 mars par le Sénat et soutenue par les deux poids lourds de la droite du gouvernement, Bruno Retailleau et Gérald Darmanin.

Depuis le 23 mars, la polémique a rebondi dans le milieu du sport. Invité sur RMC, Teddy Riner, le quintuple champion olympique a souligné : « On perd notre temps. Quand on voit le sport chez les voisins, dans d'autres cultures, tout se passe bien et ça n'emmerde personne. » « Pensons plus égalité que s'acharner sur une seule et même religion », a demandé le judoka. « Aujourd'hui, je dis à ceux qui ne connaissent pas le sujet de la fermer, c'est très clair », lui a répondu dès le lendemain l'ex-champion du monde de boxe Mahyar Monshipour, d'origine iranienne. « Permettre l'apparition du fait religieux dans le sport, c'est la fin de la liberté des femmes », a estimé celui qui a obtenu la nationalité française en 2001.

« Une atteinte grave à la liberté de conscience », selon Amnesty

Cette joute verbale entre sportifs hommes a remis une pièce dans la machine à polémiques. « Teddy Riner, il m'a fait vibrer, on aime le sportif » mais « là je suis en désaccord radical avec lui, a réagi le 25 mars Bruno Retailleau sur Europe 1-CNews. Le voile n'est pas le symbole de la liberté, c'est le symbole de la soumission ». Tout en appelant à l'apaisement, le dirigeant communiste Fabien Roussel a soutenu l'interdiction. « Je suis pour qu'on inscrive, dans un texte de loi, les principes de la charte olympique. C'est-à-dire pas de manifestations, pas de démonstrations religieuses ou politiques dans le sport », a-t-il déclaré le 26 mars sur la même chaîne.

L'interdiction a été rejetée par nombre d'élus de gauche. « Une nouvelle fois, ce sont les femmes musulmanes qui sont stigmatisées. Il faut respecter la liberté de croyance ou de non-croyance, du moment que ça ne trouble pas l'ordre public. C'est ça, la laïcité », a fait valoir la députée FI Aurélie Trouvé sur France Info. Dans une tribune publiée la veille du vote de la loi, plusieurs associations sportives ainsi qu'Amnesty International mettaient en garde contre un texte qui « prétend faire respecter le principe de laïcité, mais porte en réalité une atteinte grave à la liberté de conscience, (...) aux droits de participer à la vie culturelle, de disposer de son corps et de ne pas être discriminée ».

Texte 3 *Mayotte : Macron défend la fin du droit du sol sur l'île pour « casser le phénomène migratoire » 20minutes - 12 février 2024*

Révision de la constitution : Dans un entretien à « l'Humanité », le chef de l'Etat estime que Mayotte court le « risque d'un effondrement des services publics »

Après les annonces de Gérald Darmanin du 11 février dernier, Emmanuel Macron défend la proposition controversée de réviser la Constitution pour supprimer le droit du sol.

Le « droit du sol », qu'est-ce que c'est ?

Le « droit du sol » permet à un enfant né sur le territoire français, de deux parents étrangers, d'obtenir la nationalité à sa majorité. Il doit alors résider en France à la date de ses 18 ans et avoir sa résidence habituelle dans le pays pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans depuis l'âge de 11 ans. La nationalité peut être obtenue plus tôt, sur demande des parents (entre 13

et 16 ans) ou sur demande personnelle (entre 16 et 18 ans). Ce « droit du sol » permet donc de devenir Français au même titre que le « droit du sang », lorsque au moins un des parents possède la nationalité française.

Quelle est la situation à Mayotte ?

Depuis plusieurs semaines, l'île est paralysée par des barrages routiers installés par des « collectifs citoyens ». Ces derniers protestent contre l'insécurité et l'immigration « incontrôlée ». Depuis plusieurs années, le département le plus pauvre de France est confronté à l'arrivée de nombreux immigrés comoriens et d'autres pays d'Afrique. Face à cette crise migratoire, le droit du sol a déjà été durci en 2018. Depuis cette date, pour devenir Français lorsqu'on naît sur l'île, il faut que l'un de ses parents ait, au jour de la naissance, été présent de manière régulière en France depuis au moins trois mois, un cas unique sur le territoire. « L'application de cette loi a déjà permis de diviser par trois le nombre de demandes accordées », justifie-t-on au ministère de l'Intérieur. [...] Mais Gérald Darmanin souhaite aller plus loin, estimant que la suppression du droit du sol « coupera littéralement l'attractivité » que peut avoir l'archipel mahorais pour l'immigration clandestine. En 2022, 10.730 enfants sont nés de mères domiciliées à Mayotte, et 44 % de ces enfants ont deux parents étrangers. « L'augmentation de la natalité laisse envisager des demandes plus élevées quand ces mineurs seront en âge de solliciter cette procédure », estime-t-on dans l'entourage du ministre pour justifier cette annonce. Selon l'Insee, près de la moitié de la population de Mayotte (310.000 habitants) ne possède pas la nationalité française.

« Il est légitime de poser cette question car les Mahorais souffrent. Ils ont d'ailleurs accueilli très positivement cette proposition, quelles que soient leurs sensibilités politiques. Nous devons casser le phénomène migratoire à Mayotte, au risque d'un effondrement des services publics sur l'île », plaide-t-il dans un entretien à l'Humanité publié dimanche soir.

« La première maternité de France »

Mayotte est un département français au cœur de l'archipel très pauvre des Comores. « Des familles y circulent et arrivent en France, via Mayotte, où elles ont accès à des prestations complètement décorrélées de la réalité socio-économique de l'archipel », juge le chef de l'Etat. C'est « la première maternité de France, avec des femmes qui viennent y accoucher pour faire des petits Français. Objectivement, il faut pouvoir répondre à cette situation », affirme-t-il.

« A cela s'ajoute un nouveau phénomène, ces derniers mois, compte tenu des difficultés sécuritaires dans la région des Grands Lacs : une arrivée massive de personnes en provenance de Tanzanie et d'autres pays », explique Emmanuel Macron. Pour « casser ce phénomène migratoire », il veut aussi « restreindre l'accès aux droits sociaux pour les personnes en situation irrégulière ».

Une suppression seulement pour Mayotte

Mais le président assure que « restreindre le droit du sol pour Mayotte ne signifie pas le faire pour le reste du pays », comme le réclament la droite et l'extrême droite. « Je reste très profondément attaché à ce droit pour la France », assure-t-il. [...]

2 Votre générosité va davantage vous rapporter en 2026. Ce jeudi 13 novembre, les députés ont adopté
3 l'article 9 du projet de loi de finances (PLF) pour 2026, qui prévoit le « *doublément de l'incitation fiscale à*
4 *la générosité des particuliers en faveur des organismes d'aide aux plus démunis* ». Dans les faits, les élus
5 ont fait passer de 1 000 euros à 2 000 euros le plafond des versements ouvrant droit à une réduction
6 d'impôt de 75% dans le cadre du dispositif « Coluche ». A savoir les « *dons effectués par les particuliers en*
7 *faveur d'organismes d'intérêt général sans but lucratif qui accompagnent, fournissent des repas,*
8 *dispensent des soins médicaux, et favorisent le logement des personnes en difficulté et des victimes de*
9 *violences domestiques* », précise l'exposé des motifs de l'article 9 du budget pour 2026, adopté à une très
10 large majorité dans l'Hémicycle (200 voix pour, 58 contre).

11 Les dons effectués à partir du 14 octobre 2025 occasionneront par exemple une réduction d'impôt de
12 1 500 euros pour 2 000 euros versés, contre 1 410 euros (1 000 x 75% + 1 000 x 66%) jusqu'alors. Pour
13 rappel, une fois le plafond atteint, la réduction d'impôt passe à 66%, dans la limite de 20% des revenus
14 imposables du donateur.

15 **Des dons remboursés en partie par le fisc pour les foyers non imposables**

16 Et les députés ne se sont pas arrêtés au doublement du plafond des dons « Coluche », puisqu'ils ont
17 également adopté un amendement déposé par le groupe La France insoumise (LFI) transformant la
18 réduction d'impôt en un crédit d'impôt. Un changement qui fait toute la différence pour les foyers non
19 imposables. En effet, alors qu'une réduction d'impôt permet de faire baisser le montant de son impôt sur
20 le revenu, potentiellement jusqu'à le rendre nul, un crédit d'impôt peut, s'il est supérieur au montant de
21 l'impôt à payer, se traduire par un remboursement du solde par le fisc. Et alors que beaucoup
22 d'associations, parmi lesquelles les Restos du Cœur, voient malheureusement leurs besoins flamber, les
23 dons deviennent chaque année toujours plus vitaux pour ces organisations.

24 « *Si cette réduction fiscale est salubre, puisqu'elle réduit le coût de la générosité, elle demeure en partie*
25 *inefficace. En effet, un nombre non négligeable de personnes fait régulièrement des dons à des associations,*
26 *mais n'est pas redevable à l'impôt sur le revenu* », insiste l'amendement LFI adopté. L'objectif de la mesure
27 est donc double : « *Elargir son bénéfice (du dispositif, NDLR) à l'ensemble de la population et ainsi favoriser*
28 *les dons vers ces associations essentielles pour l'aide aux personnes en difficulté.* »

Lisez attentivement cette page et faites les exercices de la page suivante :

24

LA POLITIQUE ET LA SOCIÉTÉ

L'ADMINISTRATION

• L'administration française est considérée par **les usagers** comme **performante et efficace** ou, au contraire, **lourde et lente**. On critique alors **les fonctionnaires** (*les employés de l'État*), **les bureaucrates** et **la bureaucratie**. On parle de **la lenteur** et de **la pesanteur administratives**, on se moque des **complications bureaucratiques**.

• En général, on **s'adresse** à une administration pour :

– **s'inscrire** à la Sécurité sociale, **sur les listes électorales**... ;

– **se renseigner** auprès d'un organisme (demander des **renseignements**). Par exemple, on voudrait savoir si l'on peut **bénéficier** de telle ou telle **allocation** (*sommes d'argent versées par l'État*) ;

– **obtenir un papier / un document**, par exemple **une carte de séjour** ou **une attestation** (*un certificat qui prouve quelque chose*)... ;

– **faire renouveler** un document **périmé** (**un passeport**, **une carte d'identité**...).

• Quand on **fait des démarches** pour obtenir un papier, il faut **remplir des formulaires** = imprimés = papiers, **fournir des pièces justificatives**. En général, **une quittance d'électricité** (*une facture*) constitue **un justificatif de domicile** (*la preuve que l'on habite à cette adresse*). Souvent **les formalités** sont compliquées. On utilise Internet ou on **fait la queue**, puis on se présente **au guichet**. En général, chaque usager a **un dossier** qu'il doit **ouvrir, modifier, compléter, transférer** ou **fermer**, selon le cas.



LE SERVICE PUBLIC

Les Français sont attachés à leur **service public**, qui regroupe **le système de santé et de retraite**, **l'hôpital public**, **l'éducation nationale** (voir chapitre 18), **la police**, **les transports publics**. Certaines stations de radios et chaînes de télévision font aussi partie du service public. Elles n'ont pas été **privatisées**, elles n'appartiennent pas **au secteur privé**, **soumis à la concurrence**.

• **La Sécurité sociale** prend en charge les **dépenses de santé** des Français (maladie, maternité, handicaps, etc.).

EXERCICES

1 Choisissez le(s) terme(s) possible(s).

- On demande un renseignement la queue une attestation les formalités un formulaire.
- On remplit un employé une quittance un imprimé un formulaire.
- On fait l'administration des démarches la queue la bureaucratie.
- On fournit des guichets des employés des usagers des pièces justificatives.
- On critique le guichet la lenteur le dossier l'administration.
- On obtient une carte de séjour les formalités une attestation un document.

2 Complétez.

- Stéphane doit _____ le formulaire en donnant son nom et son adresse.
- Nous _____ la queue pour obtenir un renseignement.
- Florian _____ d'une allocation pour le logement.
- Mon passeport est _____, je dois le faire _____ pour pouvoir voyager.
- Il manque quelques documents, Henri doit _____ son dossier.
- Marie doit _____ sur les listes électorales pour pouvoir voter.

3 Vrai ou faux ?

- | | VRAI | FAUX |
|--|--------------------------|--------------------------|
| 1. Une quittance d'électricité peut servir de justificatif de domicile. | ☐ | ☐ |
| 2. Les bureaucrates sont lourds. | ☐ | ☐ |
| 3. Un dossier est une pièce justificative. | ☐ | ☐ |
| 4. Une station de radio peut être publique. | ☐ | ☐ |
| 5. La Sécurité sociale inclut l'Éducation nationale. | ☐ | ☐ |
| 6. Quand on bénéficie d'une allocation, on reçoit de l'argent de l'État. | ☐ | ☐ |

4 De qui ou de quoi parle-t-on ?

- Il ou elle est employé(e) par l'État. _____
- Elle prend en charge les dépenses de santé. _____
- On s'y inscrit pour pouvoir voter. _____
- On doit les remplir pour obtenir quelque chose de l'administration. _____
- Il prouve que l'on habite à cette adresse. _____
- C'est là que l'employé de l'administration répond aux usagers. _____
- Elles sont parfois compliquées. _____

Lisez attentivement cette page et faites les exercices de la page suivante :

LE SYSTÈME POLITIQUE FRANÇAIS



- La République française est une démocratie qui a un drapeau (« bleu-blanc-rouge »), un hymne national (*La Marseillaise*), une personnification (un buste de Marianne) et une devise (« Liberté, Égalité, Fraternité »). Ce sont les « valeurs républicaines ».
- Le président de la République = le chef de l'État est / reste au pouvoir pendant 5 ans. Il nomme un Premier ministre, qui forme un gouvernement, constitué de différents ministres (des Affaires étrangères, de la Culture...). Le Premier ministre gouverne le pays. Le gouvernement a le pouvoir exécutif. Un ministre peut **démissionner** = donner sa démission (*quitter son poste*).
- Le peuple est représenté à l'Assemblée nationale, par 677 députés et par le Sénat. Les deux chambres votent les lois. Elles ont le pouvoir législatif.
- Les finances de l'État proviennent des impôts payés par les contribuables. Le fisc = le Trésor public lutte aussi contre la fraude fiscale.
- Lors d'une élection présidentielle ou municipale (pour élire le maire de la commune), les électeurs votent pour leur candidat(e) favori(te) qui fait une campagne électorale et présente son programme électoral. Le candidat élu remporte = gagne (≠ perd) les élections. Celui qui a obtenu plus de 50 % est élu à la majorité absolue.
- La vie politique est organisée par les partis politiques. Ils sont constitués de militants, qui militent (*diffusent les idées*). On est « de gauche » ou « de droite ». « La droite » et « la gauche » s'opposent sur des choix de société.
- La popularité (≠ l'impopularité) d'un politicien est estimée grâce à des sondages : la cote de popularité monte (≠ baisse), en fonction, par exemple, des mesures = décisions populaires (≠ impopulaires) qu'il a prises.

LE « CLIMAT SOCIAL »

- En cas de mécontentement, les syndicats représentant les salariés peuvent déclencher « un mouvement social ». Ils organisent une manifestation = une manif* : les manifestants défilent dans la rue. Les syndicats peuvent appeler à la grève (*arrêt du travail*). Ils expriment leurs revendications (*exigences*). Les salariés se mettent en grève = ils font grève = sont en grève. Si les grévistes obtiennent satisfaction, ils reprendront le travail.

1 Choisissez la bonne réponse.

1. Les employés se mettent appellent en grève.
2. Le ministre a choisi de démissionner d'être élu.
3. Le Premier ministre est élu nommé par le président de la République.
4. Quelle est la mesure cote de popularité de cette femme politique ?
5. Le président de la République Le Premier ministre reste au pouvoir pendant 5 ans.
6. L'Assemblée nationale Le gouvernement a le pouvoir législatif.
7. Les salariés ont obtenu des grèves satisfaction.

2 De qui ou de quoi parle-t-on ?

- | | |
|---------------------------------------|---|
| 1. Il gouverne le pays. | 4. Il nomme le Premier ministre. |
| 2. Ils peuvent appeler à la grève. | 5. On le chante dans des circonstances officielles. |
| 3. On la mesure grâce à des sondages. | 6. Ils payent les impôts. |

3 Complétez.

1. Diane était _____ de la Dordogne à l'Assemblée nationale, mais le Premier ministre l'a nommée _____ du Commerce extérieur.
2. Anne et Christian sont _____ gauche, mais ce ne sont pas des _____ d'un _____ politique.
3. En mai 1968, il y a eu une _____ générale de tous les salariés et de très nombreuses _____ dans la rue.
4. La _____ de la France est « Liberté, Égalité, Fraternité ».
5. Les salariés de cette entreprise _____ en grève depuis une semaine, mais ils _____ le travail demain, car ils ont obtenu _____.
6. Dimanche dernier, le candidat _____ les élections avec 54 % des voix.

4 Qui sont-ils et que font-ils ?



Lisez attentivement cette page et faites les exercices de la page suivante :

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

La société française **est traversée par des débats** sur toutes sortes de **sujets d'actualité**, qui suscitent parfois de vraies passions.

■ Les religions

- Les Français sont attachés à **la laïcité**. Depuis la loi de 1905, qui **régit la séparation des Églises et de l'État**, tout ce qui concerne la religion appartient au domaine privé et personnel, et ne doit pas influencer **le fonctionnement des institutions** de la République. L'école publique est « **laïque, gratuite et obligatoire**. »

- Les principales religions en France sont **le christianisme (le catholicisme et le protestantisme), le judaïsme, l'islam**. Elles ont leurs **lieux de culte** dans lesquels **les croyants prient = font des prières** et assistent à **des cérémonies**. **Les chrétiens catholiques vont à l'église ; les protestants vont au temple ; les juifs vont à la synagogue ; les musulmans vont à la mosquée.**

■ Les problèmes sociaux

- **La pauvreté**, ou pire, **la misère** sont **des fléaux** (des malheurs). Il en va de même de **la délinquance** (le fait de commettre **un délit**). **Les délinquants** deviennent parfois de vrais **criminels**. On lutte contre **la criminalité, le trafic de drogue, le trafic d'armes et le terrorisme**.

- **Le chômage** touche un certain pourcentage de la population. **Les chômeurs de longue durée** sont souvent aidés par **des associations** qui luttent contre **l'exclusion** et s'occupent de **la réinsertion des exclus** : ces derniers doivent **réintégrer la société, retrouver du travail**.

■ Les questions de société

- On critique **les inégalités** de toutes sortes. Les femmes luttent encore **pour leurs droits**, en particulier pour **l'égalité des salaires**. Les partis politiques devraient respecter **la parité** (ils doivent présenter autant de candidats masculins que féminins).

- **L'immigration** et la place des **immigrés** constituent **un sujet brûlant** (violemment controversé), qui divise **les citoyens et la classe politique**.

- Les Français discutent du mariage des **homosexuels**, même si le **pacs** (pacte civil de solidarité) confère déjà **des droits aux conjoints**.

1 De qui ou de quoi parle-t-on ?

1. Ils vont à la synagogue. _____
2. C'est là que prient les musulmans. _____
3. C'est ce que font les croyants dans un lieu de culte. _____
4. C'est le principe de la séparation des Églises et de l'État. _____
5. Ils n'ont malheureusement plus de travail depuis longtemps. _____
6. C'est l'extrême pauvreté. _____
7. Ils commettent des délits. _____
8. Leur place constitue un sujet controversé. _____
9. Il comprend le catholicisme et le protestantisme. _____

2 Complétez.

1. On lutte _____ le droit des femmes et _____ les inégalités.
2. La loi de 1905 garantit la _____ des Églises et de l'État.
3. Certains sujets de société sont _____, ils sont très controversés.
4. Le pacs donne des _____ aux conjoints.
5. Les grandes religions ont des _____ de culte.
6. Les croyants _____ dans un bâtiment religieux.
7. L'absence de travail, autrement dit le _____, est malheureusement un facteur d'_____.
Il faut ensuite aider à la _____ dans la vie active.
8. La misère est un vrai _____, un aspect terrible d'un pays.

3 Vrai ou faux ?

- | | VRAI | FAUX |
|---|--------------------------|--------------------------|
| 1. Un délinquant est un dangereux criminel. | ☐ | ☐ |
| 2. L'école publique n'est pas religieuse. | ☐ | ☐ |
| 3. Les femmes ont obtenu tous les droits qu'elles revendiquaient. | ☐ | ☐ |
| 4. Les musulmans vont à l'église pour prier. | ☐ | ☐ |
| 5. Certaines associations luttent contre la criminalité. | ☐ | ☐ |
| 6. La parité est critiquée et constitue un sujet brûlant. | ☐ | ☐ |
| 7. Une loi régit la laïcité. | ☐ | ☐ |

4 À vous ! Parlez de votre pays.

1. Existe-t-il un équivalent au principe de laïcité ? Quels sont les rapports entre les Églises et l'État ?
2. Quelles sont les principales religions ? Dans quelles proportions ?
3. Quels sont les grands sujets d'actualité ? Certains sont-ils plus controversés que d'autres ?
4. Les citoyens débattent-ils beaucoup, en général ? De quelle manière ?

Corrigés des exercices de la page 2 :

- 1** 1. un renseignement, une attestation, un formulaire – 2. un imprimé, un formulaire – 3. des démarches, la queue – 4. des pièces justificatives – 5. la lenteur, l'administration – 6. une carte de séjour, une attestation, un document
- 2** 1. remplir – 2. faisons – 3. bénéficie – 4. périmé, renouveler – 5. compléter – 6. s'inscrire
- 3** 1. V – 2. F – 3. F – 4. V – 5. F – 6. V
- 4** 1. un(e) fonctionnaire – 2. la sécurité sociale – 3. les listes électorales – 4. des formulaires – 5. un justificatif de domicile – 6. le guichet – 7. les démarches administratives

Corrigés des exercices de la page 4 :

- 1** 1. se mettent – 2. de démissionner – 3. nommé – 4. cote – 5. président de la République – 6. L'Assemblée nationale – 7. satisfaction
- 2** 1. le Premier ministre – 2. les syndicats – 3. l'opinion publique/la cote de popularité – 4. le président de la République – 5. l'hymne national – 6. les contribuables
- 3** 1. députée, ministre – 2. de, militants, parti – 3. grève, manifestations – 4. devise – 5. sont, reprendront, satisfaction – 6. a remporté/gagné
- 4** Les manifestants défilent dans la rue. Ils se dirigent (ce qui est courant) vers la Bastille. Ils protestent contre une décision du gouvernement, et ils veulent obtenir satisfaction.

Corrigés des exercices de la page 4 :

- 1** 1. les Juifs – 2. la mosquée – 3. ils prient – 4. la laïcité – 5. les exclus/les chômeurs de longue durée – 6. la misère – 7. les délinquants – 8. les immigrés – 9. le christianisme
- 2** 1. pour, contre – 2. séparation – 3. brûlants – 4. droits – 5. lieux – 6. prient – 7. le chômage, exclusion, réinsertion – 8. fléau
- 3** 1. F – 2. V – 3. F – 4. F – 5. F – 6. F – 7. V